

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2024-2025



MOT DE L'ÉQUIPE

Nous sommes entrées dans cette année en soufflant les 45 bougies du Regroupement québécois des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (RQCALACS), qui représentent 45 années de travail acharné contre les violences à caractère sexuel au Québec.

Le RQCALACS est fier non seulement d'avoir franchi ce cap, mais aussi d'avoir scellé une entente de solidarité avec Femmes Autochtones du Québec, soulignant l'importance de la collaboration entre nos deux organismes pour défendre et faire avancer les droits des personnes victimes et survivantes.

Enfin, l'année 2024-2025 a été ponctuée par la démarche de révision de notre déclaration de principes, un processus qui a pris du galon. Bien que cet exercice parte de divergences politiques, nous espérons qu'il renforcera notre mouvement contre les violences sexuelles, toujours marqué par sa pluralité.



REMERCIEMENTS

Comme chaque année, nous adressons un merci bien spécial aux membres qui ont fait vivre le Regroupement par leur implication continue dans ses divers comités et instances.

Nous souhaitons remercier le ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec pour son soutien à la mission même du Regroupement, ainsi que les bailleurs de fonds qui nous permettent de réaliser des projets essentiels : le Secrétariat à la condition féminine du Québec, le ministère de la Justice du Canada et la Fondation Lucie et André Chagnon.

Nous remercions aussi très chaleureusement les donateur·trice·s privé·e·s, les particulier·ère·s et les associations qui ont montré leur appui à notre mission par leurs dons.

À PROPOS DU RQCALACS

HISTORIQUE EN BREF

Organismes communautaires autonomes et féministes, les centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) cumulent plus de 45 ans d'expertise en intervention, en prévention et en défense de droits, avec une analyse sociale des agressions à caractère sexuel.

Dès les années 1970, devant l'attitude discriminatoire des systèmes policier et judiciaire, l'absence d'accueil et de soins adéquats dans les hôpitaux et la rareté des ressources d'aide, des féministes ont mis sur pied des ressources pour venir en aide aux femmes agressées sexuellement.

Le premier CALACS a ouvert ses portes en 1975, rapidement suivi de plusieurs autres centres.

En 1979, le Regroupement québécois des CALACS voit le jour afin d'assurer l'échange d'expertises entre les intervenantes et de collaborer au déploiement de politiques gouvernementales pour prévenir les agressions à caractère sexuel et épauler les victimes et survivantes.

Au fil de son histoire, les réflexions collectives en vue de construire un mouvement pluriel contre les violences sexuelles ont orienté le RQCALACS vers une approche féministe intersectionnelle.

De nos jours, le Québec compte plus d'une quarantaine de ressources offrant des services d'aide aux victimes d'agressions à caractère sexuel, dont une vingtaine sont membres du RQCALACS, et ce, dans 14 des 17 régions administratives de la province.

MISSION

Le RQCALACS est un organisme d'action communautaire autonome qui regroupe et appuie des CALACS dans leurs trois volets d'action :

- 1 l'aide directe et l'accompagnement des femmes et adolescentes ayant vécu de la violence sexuelle et de leur entourage;
- 2 la prévention et la sensibilisation;
- 3 la mobilisation, la lutte et la défense collective des droits.

Le RQCALACS travaille à encourager les échanges et une réflexion continue parmi ses centres membres, en vue de favoriser la concertation autour de l'objectif commun de mettre fin aux violences sexuelles. Ensemble, ils œuvrent au développement de services d'intervention féministe intersectionnelle partout au Québec, avec l'intention de tenir compte de l'éventail des besoins et réalités de toutes. Le RQCALACS a également pour objectif d'éduquer la population et les organismes publics au problème de la violence sexuelle, de même que de catalyser, de soutenir et de diffuser des recherches dans le domaine.

VALEURS

ÉGALITÉ

Le RQCALACS reconnaît le partage des pouvoirs, de l'information et de l'accès aux ressources par la mise en place de structures inclusives et de mesures adaptées. Il vise également l'inclusion de groupes de femmes de la diversité et des femmes autochtones dans ses luttes. Par « femmes de la diversité », nous entendons les femmes qui vivent des réalités particulières liées à l'intersection des discriminations dont elles font l'objet (femmes vivant avec des limitations physiques ou intellectuelles, immigrantes, réfugiées, racisées ou issues de la diversité sexuelle).

RESPECT

Le RQCALACS reconnaît et accepte la différence et l'autonomie de chaque instance, de chaque centre membre et de chaque femme dans sa diversité. Cette différence peut s'exprimer tant dans les communications, le rythme et les prises de position que dans les façons de faire.

SOLIDARITÉ

Le RQCALACS préconise un engagement mutuel des instances et des membres avec un esprit de coopération dans la recherche du bien commun, de l'égalité et de la justice sociale.

STRUCTURE

En vertu de la structure démocratique et participative adoptée en 2021, chaque centre membre désigne une représentante à titre de point de contact avec le Regroupement et de déléguée à ses assemblées générales.

Réunies en assemblée votante, les représentantes des centres membres ainsi que les membres travailleuses ont comme rôle d'élire les administratrices de l'ID.ée, de former les comités de travail et d'émettre des recommandations sur les grandes orientations du RQCALACS.

L'ID.ée, qui est responsable du fonctionnement courant du RQCALACS, compte neuf sièges : sept d'entre eux sont réservés à des

centres membres et les deux autres, à des membres travailleuses. L'instance décisionnelle a renouvelé l'expérience d'un exercice de planification annuelle en présence des travailleuses, des administratrices sortantes et des administratrices entrantes, ce qui s'avère fort fructueux pour la transmission des savoirs et l'appropriation des projets en cours. Pendant cette retraite tenue à la fin avril en Estrie, des responsabilités relatives aux relations humaines, aux communications et à la vie associative, entre autres, ont été définies et attribuées au sein de l'ID.ée. Les administratrices se sont ensuite réunies à une quinzaine de reprises au cours de l'année.

COMPOSITION DES INSTANCES ET COMITÉS DU RQCALACS 2024-2025

LISTE DES MEMBRES DE L'ID.ÉE

- Annie Girard (CALACS L'Ancre)
- Sophie Fortier-Mallete (CALACS de Charlevoix)
- Chantal Brassard (CALACS des Rivières Haute-Yamaska Brome-Missisquoi)
- Camille Souza (CALACS de Trois-Rivières)
- Claire-Elaine Cyr (CALACS L'espoir des Îles)
- Marie-Ève Lajoie (CALACS Entraid'Action)
- Paméla Carrier (CALACS Lueur d'espoir, auparavant Coup de cœur)
- Annie Thifault (équipe de la permanence du RQCALACS)
- Justine Chénier (équipe de la permanence du RQCALACS)

COMITÉ DE SUIVI EMPREINTE

Le comité de suivi Empreinte est un espace pour favoriser la concertation et les réflexions autour de notre programme de prévention des agressions à caractère sexuel, destiné aux jeunes du secondaire, à leurs parents et au personnel scolaire.

Le comité de suivi, soutenu par les deux responsables du volet prévention du RQCALACS, comptait cinq intervenantes issues des centres suivants : L'Élan CALACS, CALACS de Sept-Îles – La pointe du jour, CALACS L'Étoile du nord, CALACS de Charlevoix et CALACS de l'Outaouais

COMITÉ VIE ASSOCIATIVE

Le comité Vie associative a conçu la campagne annuelle de la Journée d'action contre la violence sexuelle faite aux femmes, avec le soutien des responsables de la vie associative et des communications externes. Ses membres issues du CALACS Rive-Sud et du CALACS Sept-Îles – La pointe du jour ont choisi d'y renouveler leur implication.

COMITÉ ANALYSE DES ENJEUX

Le comité Analyse des enjeux se veut un espace de réflexion, de collaboration et d'échanges pour approfondir les dossiers politiques qui occupent le Regroupement et ses membres, et ce, à partir des défis rencontrés sur le terrain. Ses activités ont dû être mises en veilleuse cette année en raison d'un sous-effectif.

COMITÉ VIGIE

Le comité Vigie comptait cette année une membre issue du CALACS La Vigie, une administratrice de l'ID.ée (CALACS L'espoir des Îles) ainsi que deux co-coordonnatrices à la gouvernance et planification stratégique du Regroupement. Ce comité a notamment pour mandat de veiller à l'évaluation de notre structure et d'émettre des recommandations à l'ID.ée en ce sens. C'est une instance gardienne du bon fonctionnement de l'organisation, dans un esprit d'amélioration continue de nos assises de gouvernance et d'éthique. Pour l'année 2024-2025, le comité Vigie a travaillé à clarifier les rôles et les pouvoirs de l'ensemble des comités du Regroupement.

LISTE DES CENTRES MEMBRES

- CALACS L'Étoile du Nord
- CALACS du KRTB
- CALACS de l'Est du Bas-Saint-Laurent
- CALACS La Passerelle
- CALACS Entraid'Action
- CALACS de Trois-Rivières
- Lumière boréale – CALACS de Baie-Comeau
- La pointe du jour – CALACS de Sept-Îles
- CALACS des Rivières Haute-Yamaska–Brome-Missisquoi
- CALACS Agression Estrie
- CALACS L'espoir des Îles
- CALACS Lueur d'espoir (auparavant Coup de cœur)
- L'Élan CALACS
- CALACS L'Ancrage
- CALACS Châteauguay
- CALACS La Vigie
- CALAS de l'Outaouais
- CALACS Rive-Sud
- CALACS de Charlevoix
- CALACS Entre Elles

COMPOSITION DE L'ÉQUIPE DE TRAVAIL DU RQCALACS

Un nouveau poste de responsable de la gestion financière a pu être créé cette année pour assurer les suivis comptables et la planification budgétaire du Regroupement.

En date du 31 mars 2025, l'équipe de la permanence comptait les postes suivants :

- Deux coresponsables du volet prévention;
- Responsable de l'administration;
- Responsable de la défense de droits et de l'analyse des enjeux;
- Responsable des communications et des médias sociaux (poste à combler);
- Responsable de la vie associative;
- Responsable de la gestion financière.

Dotée d'un modèle de gestion horizontale, l'équipe de la permanence se divise les tâches de co-coordination en matière de relations humaines ainsi que de gouvernance et planification stratégique.

Les co-coordonnatrices aux relations humaines veillent à la dotation de même qu'au bien-être et au développement de l'équipe, dans une perspective de gestion féministe intersectionnelle. Cette année, une bonne partie de leurs efforts se sont concentrés sur la mise à jour des politiques de conditions de travail.

Les co-coordonnatrices à la gouvernance se chargent de la préparation et du suivi des plans annuels et stratégiques, en plus de veiller aux liens avec le membrariat et les diverses instances du Regroupement. Avec le comité Vigie, elles peaufinent les assises de gouvernance et d'éthique dans un esprit d'amélioration continue de nos pratiques et structures organisationnelles.

LA VIE AU SEIN DU RQCALACS : RÉALITÉS PLURIELLES, VALEURS COMMUNES!

DÉMARCHE DE RÉOUVERTURE DE LA DÉCLARATION DE PRINCIPES

La réflexion critique est le signe d'une organisation en constante évolution : c'est dans la diversité des points de vue que la nôtre trouve sa force, sa résilience et sa capacité d'innover. Après avoir traversé une restructuration, une pandémie et de multiples départs, au sein tant de l'équipe que du membrariat, l'actualisation de notre déclaration de principes, adoptée en 2010, a été identifiée comme une priorité.

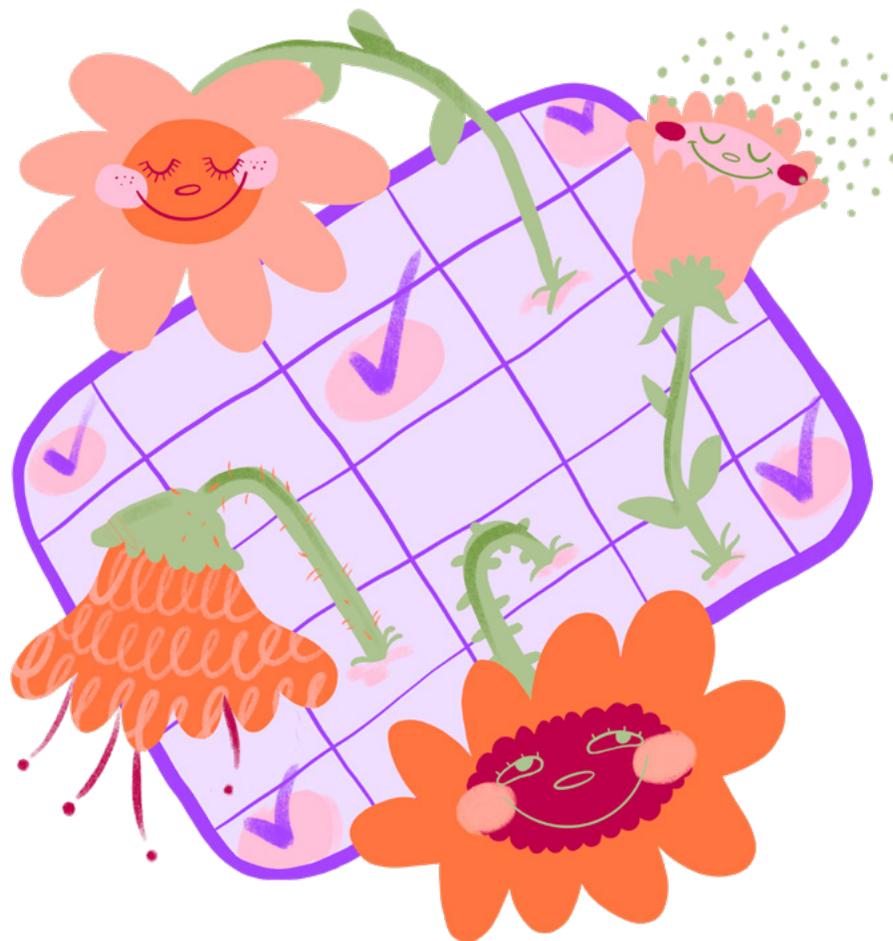
Réunies en assemblée générale annuelle, les membres du RQCALACS ont convenu de s'engager d'abord dans une réévaluation de leurs positions sur l'exploitation sexuelle, un processus structuré en quatre étapes, avec l'accompagnement de La Forge. Cette démarche a inclus la mise en place d'un cadre, l'identification de nos convergences et divergences entre alliées, l'examen des différentes postures face à l'industrie du sexe au sein des milieux associatifs féministes, puis la rédaction et l'analyse de propositions en vue d'un vote prévu pour juin 2025.

Ce grand chantier témoigne de la vitalité de ce mouvement et de notre engagement à ancrer des principes favorisant l'émergence d'une véritable culture du consentement.

ASSEMBLÉES ET RENCONTRES DES MEMBRES

Au courant de l'année, nos centres membres ont été réunis pendant une dizaine de jours dans le cadre de rencontres saisonnières visant à s'informer sur les dossiers en cours au Regroupement, à bénéficier de moments de formation et à échanger sur des enjeux d'actualité dans le domaine des agressions à caractère sexuel.

Dans le cadre de la révision de la déclaration de principes, nous avons eu l'immense plaisir de pouvoir étendre les invitations à au moins trois travailleuses par centre. Ces invitations élargies favorisent la diversité de perspectives et permettent de renforcer les liens entre un nombre croissant de personnes impliquées au sein des CALACS et du Regroupement.



L'assemblée générale annuelle et la rencontre estivale du RQCALACS – tenues les 11, 12 et 13 juin 2024, à Trois-Rivières – ont permis de souligner les 45 ans d'existence du Regroupement par une panoplie d'activités mêlant discussions politiques et moments festifs. L'assemblée générale a marqué l'adoption officielle de la démarche de réouverture de la déclaration de principes, telle que structurée après une phase de consultation initiale. L'assemblée a été suivie de sous-groupes de discussions sur les thèmes des autrices de violences à caractère sexuel, des dévoilements dans les écoles et des violences obstétricales et gynécologiques. Cette première journée s'est terminée par un 5 à 7 festif, offrant une belle occasion de ressortir du matériel de campagnes passées et à venir. La rencontre s'est poursuivie avec un atelier de La Forge, durant lequel nous avons rédigé ensemble une déclaration d'engagement dans le cadre de la réouverture de la déclaration de principes. Un atelier a aussi été offert à la cinquantaine

de participantes par le Centre des organismes communautaires (COCO), dans l'optique de cultiver notre capacité collective à avoir des conversations courageuses. Nous avons également eu la chance de vivre une soirée de projections et de discussions avec l'équipe des Filministes et Ludivine Tomasso, doctorante en science politique, dont la thèse porte sur la politisation des violences sexuelles et reproductives et actions collectives des femmes au Guatemala et au Pérou. Mêlant le documentaire, la fiction ainsi que l'art et l'essai, la sélection de courts-métrages visait à soulever des réflexions quant à la diversité des expériences et des conséquences liées aux violences à caractère sexuel.

La rencontre automnale des 22 et 23 octobre 2024, à Wendake, a été l'occasion de tenir les membres au fait des travaux de l'ID.ée et de la permanence, en plus de participer aux exercices animés par La Forge à propos des espaces de convergence et de divergence

dans la lutte contre l'exploitation sexuelle. En soirée, nous avons eu le privilège de nous réunir dans la maison Ekionkiestha' de la Nation huronne-wendat pour entendre des contes autochtones, allant du changement de saisons aux Pléiades. Le clou du spectacle a été la conférence intitulée « Quand le féminisme vise la transformation sociale : la perspective anti-oppressive au cœur du féminisme intersectionnel », par Jeanne-Marie Rugira, titulaire d'un doctorat, féministe décoloniale engagée et professeure-chercheure au département de psychosociologie et travail social à l'Université du Québec à Rimouski.

Cette conférence visait à outiller les praticiennes afin de soutenir leurs compétences respectives à transmettre et à apprendre les fondements d'une perspective anti-oppressive et, ainsi, à les intégrer tant dans leurs milieux professionnels que dans leurs pratiques d'accompagnement. La rencontre automnale a réuni près d'une soixantaine de participantes.

La rencontre hivernale des 28 et 29 janvier 2025, tenue par visioconférence, a permis de prendre des nouvelles des membres, des administratrices et des travailleuses du Regroupement. Cette rencontre, allégée en raison de son format virtuel, a aussi permis aux accompagnatrices de La Forge de présenter les étapes subséquentes qui nous mèneront à un vote sur des propositions pour la déclaration de principes. Le fait de tenir cette rencontre à distance a facilité la participation de pas moins de 84 membres.

La rencontre printanière des 25 et 26 mars 2025, à Montréal, a compris un survol des dossiers en cours au Regroupement, en présence de près d'une cinquantaine de membres. Nous avons pu donner suite à l'atelier sur les conversations courageuses, tenu l'été précédent, dans le cadre d'une activité interactive avec le Centre des organismes communautaires (COCO), intitulée « Faire mieux ensemble ». Ce second atelier tire des

enseignements de la recherche Diversité d'Abord, menée par le COco, sur les expériences de femmes racisées dans le secteur communautaire québécois. Une bonne partie de la rencontre a été réservée à la préparation de l'assemblée générale annuelle, avec l'accompagnement de La Forge dans le cadre du quatrième jalon de la démarche de révision de notre déclaration de principes, qui consistera d'abord à créer un cahier de propositions. En soirée, le Regroupement a aussi offert aux participantes la possibilité de décompresser ensemble avec un spectacle d'humour écoféministe par Emna Achour et Coralie LaPerrière.

L'ESCALE : COMMUNAUTÉ DE PRATIQUE EN MATIÈRE DE VIOLENCE SEXUELLE ENVERS LES FEMMES ET LES FILLES

Notre communauté de pratique l'Escale est ouverte à toute personne impliquée dans un organisme œuvrant contre les violences à caractère sexuel, dont les services sont ouverts aux femmes et aux filles, en français, que ce soit en matière d'intervention, de recherche ou de prévention et sensibilisation.

L'Escale vise à favoriser le partage de ressources, de nouvelles et d'événements entre intervenantes francophones pour identifier et relever des défis communs, implanter des projets collectifs, revisiter nos pratiques et réseauter afin de connaître les réalités et spécificités des régions de partout au pays.

L'Escale, qui comptait plus de 280 membres lors de l'écriture de ces lignes, est gérée par le RQCALACS, qui continue d'y développer de nouvelles fonctionnalités pour offrir une expérience aussi intuitive et fluide que possible.

VEILLE DES ENJEUX D'AGRESSIONS À CARACTÈRE SEXUEL

DÉFENSE DE DROITS ET PRISES DE POSITION

TRIBUNAL SPÉCIALISÉ EN MATIÈRE DE VIOLENCES SEXUELLES ET CONJUGALES

Le RQCALACS continue d'assurer une représentation à la Table nationale de concertation concernant le tribunal spécialisé en violences sexuelles et violences conjugales. Le RQCALACS a notamment fourni une expertise sur le rôle des intervenantes spécialisées en violence dans le contexte du lien entre la survivante et les différents acteurs du système de justice. La période d'évaluation des tribunaux débutera en 2025 en collaboration avec les groupes impliqués, dont le RQCALACS.

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DE SAS – FEMMES

Organisée chaque année à l'Université de Montréal, l'Université d'été de SAS-Femmes constitue une occasion unique d'acquérir une formation à la pointe des connaissances, des pratiques professionnelles ainsi que des approches théoriques et méthodologiques concernant la violence envers les filles et les femmes.

Lors de l'édition 2024, la personne responsable de l'analyse des enjeux et des incidences politiques du RQCALACS y a présenté à titre

d'experte invitée une analyse critique de l'implantation du tribunal spécialisé au Québec. En prenant comme point de départ la publication du rapport « Rebâtir la confiance », cette conférence visait à situer les différents enjeux politiques, sociaux et juridiques pour en dégager les grandes lacunes sous l'angle d'une analyse féministe intersectionnelle.

COMPARUTION POUR LA RECONNAISSANCE DU CONTRÔLE COERCITIF COMME FORME DE VIOLENCE

Dans le cadre de consultations d'expert-e-s en matière de violences basées sur le genre, le RQCALACS a témoigné en mai 2024 devant le Comité permanent de la condition féminine de la Chambre des communes. Notre participation visait à définir la place qu'occupe le contrôle coercitif dans les violences sexuelles et à en dégager les conséquences sur les personnes survivantes.

CONSULTATIONS DANS LE CADRE DU PROJET DE LOI 73

Le 29 octobre 2024, le RQCALACS a été invité à témoigner en commission parlementaire par rapport au projet de loi 73, visant à contrer le partage sans consentement d'images intimes et à améliorer la protection et le soutien en matière civile des personnes victimes de violence.

Notre analyse, fruit de notre expertise collective et de notre engagement envers les victimes et survivantes, a permis de mettre en lumière les points suivants devant différent·e·s décideur·euse·s politiques :

- L'importance d'un formulaire de demande d'ordonnance adapté aux besoins des victimes de partage non consentuel d'images intimes;
- La nécessité de reconnaître explicitement la violence sexuelle au sein du couple comme une forme de violence conjugale;
- L'importance d'éliminer le délai de prescription de trois ans pour intenter une action en justice en réparation du préjudice;
- La nécessité de garantir un accès équitable à la justice pour les victimes qui vivent à la croisée des oppressions;
- L'importance de la prévention par l'éducation au consentement et la sensibilisation du public.

ACCESSIBILITÉ À LA JUSTICE POUR LES FEMMES VICTIMES DE HARCÈLEMENT DISCRIMINATOIRE AU TRAVAIL

Dans le cadre d'un nouveau partenariat établi avec Action travail des femmes (ATF), le RQ-CALACS a intégré à titre d'organisation experte leur projet « Accessibilité à la justice pour les femmes victimes de harcèlement discriminatoire au travail ». Ce projet vise la sensibilisation aux enjeux associés au harcèlement, notamment sexuel, des femmes en milieu de travail dans une perspective intersectionnelle. Un avis juridique sera produit par l'organisme Juripop et une collecte de données sera effectuée afin de documenter le phénomène.

COLLOQUE « PARTIR DES MARGES POUR REBÂTIR LA CONFIANCE :

SE CONCERTER AUTOUR DES VIOLENCES SEXUELLES CHEZ LES FEMMES IMMIGRANTES À STATUTS PRÉCAIRES »

Le RQCALACS a participé à ce colloque en février 2025, à Drummondville, à titre de panéliste pour la séance « Rebâtir la confiance : comment améliorer les services ». Financé par le Secrétariat à la condition féminine et réalisé en partenariat par l'Institut de recherche sur l'immigration et les pratiques interculturelles et inclusives (IRIPII), la Table de concertation des organismes au services des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI), le Mouvement contre le viol et l'inceste (MCVI) et le CALACS Agression Estrie, cet événement visait à créer un espace de partage et de réflexion intersectorielles et interdisciplinaires entre les expertises de terrain et de recherche.

COLLOQUE « AMÉLIORER LE SOUTIEN AUX FEMMES, FILLES ET PERSONNES 2SLGBTQQIA+ SURVIVANTES DE VIOLENCE GENRÉE »

Femmes Autochtones du Québec, en collaboration avec Femmes et Égalité des genres Canada (FEGC), a organisé un grand colloque sur les violences sexuelles et sexistes du 27 au 28 mars. Des travailleuses du RQCALACS et de certains CALACS y ont pris part à titre de panélistes et de participantes. Destiné aux prestataires de services travaillant avec des femmes, des filles et des personnes 2SLGBTQQIA+ survivantes de violence, cet événement visait principalement à renforcer les connaissances et les compétences des professionnel·le·s afin d'offrir des services inclusifs et adaptés aux besoins spécifiques de ces personnes, en particulier dans un contexte autochtone. Cet événement a offert un espace pour présenter des pratiques exemplaires, explorer des approches novatrices et établir des réseaux de soutien entre les prestataires de services.

PRINCIPALES COLLABORATIONS ET CONCERTATIONS

SIGNATURE D'UNE ENTENTE DE SOLIDARITÉ AVEC FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC

Dans un esprit de soutien mutuel, Femmes Autochtones du Québec et le RQCALACS ont signé une [première entente de solidarité](#). Visant à pérenniser la collaboration entre les deux organismes et à renforcer leurs actions communes dans la lutte contre les violences sexuelles, cette entente marque le début d'une solidarité durable, ancrée dans la justice sociale ainsi que des valeurs féministes et intersectionnelles.



GROUPE DES TREIZE (G13)

Depuis l'automne 2022, le RQCALACS est membre du comité de coordination du G13. Formé en 1986, le G13 est une table de concertation et un regroupement provincial de groupes féministes. Il sert de porte-voix pour l'ensemble des diverses réalités que nos groupes représentent.

Quelques-uns des principaux dossiers portés par le G13

- La création d'un ministère québécois de l'égalité des genres ainsi que l'intégration transversale de l'analyse ADS+ et de l'analyse féministe intersectionnelle dans les politiques publiques;
- L'accès aux services de santé pour les femmes, incluant les services d'avortement et de contraception, l'accès à l'assurance maladie, les trousseaux médico-lé-gales, etc.;
- Divers enjeux féministes en lien avec l'égalité des genres au Québec.

COLLECTIF « LA VOIX DES JEUNES COMPTE »

[La voix des jeunes compte](#) est un collectif de jeunes femmes qui luttent contre les violences sexuelles dans les écoles primaires et secondaires. Elles demandent à Québec d'adopter une loi-cadre avec un protocole spécifique pour lutter contre ces violences en milieu scolaire.

Le soutien du RQCALACS envers ce groupe passe notamment par :

- une présence lors de ses conférences de presse;
- un soutien dans ses communications externes;
- un soutien financier occasionnel.

SAS-FEMMES

Le RQCALACS fait partie du [Collectif de recherches et d'actions pour la sécurité, l'autonomie et la santé de toutes les femmes](#) (SAS-Femmes). Réunissant des chercheuses de différentes universités ainsi que des expertes issues du milieu communautaire, ce partenariat vise à documenter et à définir des pratiques pour protéger et autonomiser les femmes victimes de violence, à identifier les meilleures pratiques d'intervention dans ce domaine et, enfin, à produire des outils utiles pour les femmes visées et les intervenant·e·s qui les assistent.

GROUPE DE TRAVAIL NATIONAL SUR LES VIOLENCES SEXUELLES (EVA CANADA)

Le RQCALACS poursuit sa collaboration avec l'organisation partenaire [Ending Violence Canada](#), qui cherche à offrir une voix unifiée à l'échelle pancanadienne sur la question des violences à caractère sexuel. Nous nous concentrons sur différents enjeux sociaux en lien avec l'accès à la justice et la reconnaissance du contrôle coercitif par les instances juridiques et politiques canadiennes.

PROGRAMME EMPREINTE

L'un des projets phares du Regroupement depuis plusieurs années est le programme « Empreinte – Agir ensemble contre les agressions à caractère sexuel », le fruit d'un travail de co-construction entre le Regroupement, ses membres et les professeures-chercheuses Manon Bergeron et Martine Hébert (UQAM).

Le programme Empreinte, destiné aux jeunes du secondaire et aux adultes qui les entourent, vise à prévenir les violences sexuelles et à réduire la tolérance sociale face à celles-ci. Le programme consiste en six ateliers en classe animés par des intervenantes des CALACS ainsi qu'une formation au personnel scolaire.

Les objectifs et les contenus sont harmonisés aux apprentissages prévus par le Ministère en matière d'éducation à la sexualité. Le programme Empreinte comprend également des capsules vidéo disponibles en français et en anglais adressées aux parents. Ces capsules ont été largement visionnées au cours de la dernière année :

	VUES
Capsule 1 : Les agressions à caractère sexuel	426
Capsule 2 : Le consentement sexuel	276
Capsule 3 : Le dévoilement et le soutien	159
Capsule 4 : Agir pour contrer les agressions à caractère sexuel	129
Capsule 5 : La culture de l'hypersexualisation	166
Capsule 6 : L'exploitation sexuelle	139

Durant l'année, le Regroupement a poursuivi la planification de la mise à jour du programme et a pu entamer quelques étapes préliminaires. Il a continué son travail d'analyse des effets du cours « Culture et citoyenneté québécoise » sur la prévention des violences sexuelles en milieu secondaire, cours du ministère de l'Éducation qui a fait officiellement son entrée dans toutes les écoles à l'automne 2024. Enfin, le Regroupement a su offrir du soutien aux animatrices des CALACS par l'entremise de diverses activités.

Cette année, le Regroupement a organisé une formation pour les animatrices du programme Empreinte, qui a eu lieu au mois d'août. Cette formation a permis à un total de 27 membres de se rassembler dans la région de Charlevoix afin d'échanger sur leur pratique d'animation ainsi que sur les succès et difficultés qu'elles rencontrent en classe. Pour une première fois dans le cadre de la formation Empreinte, un après-midi thématique a été organisé afin de discuter des enjeux qui préoccupent les animatrices du programme et d'approfondir la réflexion en ce sens. Cette année, nous avons abordé le thème de la montée des mouvements masculinistes sous plusieurs angles, notamment en brossant un portrait des figures actuelles et en parlant de l'incidence de ces discours sur les interventions des jeunes en classe, de trucs et d'astuces pour répondre à ces commentaires et de la responsabilité des écoles face à cet enjeu.

Afin de faire suite à ce moment thématique, le Regroupement a organisé un Café Empreinte sur les ressources positives à se partager en regard des divers discours masculinistes. Lors de cet événement virtuel tenu le 6 mars 2025, 11 animatrices ont participé aux échanges.

Dans le but de bien comprendre les diverses réalités que rencontrent les membres du Regroupement en lien avec le programme Empreinte plus spécifiquement, le Regroupement a réalisé une tournée d'appel au printemps 2024. Nous avons pu recueillir diverses informations essentielles en lien avec les succès et difficultés que rencontrent les CALACS dans le déploiement d'Empreinte dans leur région respective, les enjeux financiers rencontrés ainsi que les enjeux liés aux diverses réalités des écoles et des jeunes, qui sont en constante évolution.

C'est donc un total de trois activités de soutien et de formation qu'a offertes le Regroupement, rejoignant 58 intervenantes. À ces événements s'ajoutent les moments d'information lors des

assemblées et rencontres saisonnières du Regroupement ainsi que les communications mensuelles envoyées aux représentantes de chaque CALACS.

Enfin, le Regroupement a participé à plusieurs rencontres avec le Secrétariat à la condition féminine afin de discuter des enjeux entourant le programme actuel, sa mise à jour ainsi que l'effet des modifications au cursus scolaire apportées par le ministère de l'Éducation.

COMITÉ DE SUIVI

Le comité de suivi Empreinte a comme mandat de veiller à la pérennité du programme par plusieurs actions, soit l'élaboration de stratégies, la veille des enjeux liés aux apprentissages obligatoires et à la violence sexuelle chez les jeunes, ainsi que le suivi des demandes de formation et des embûches rencontrées lors de l'implantation du programme. Le comité de suivi s'est rencontré à huit reprises via Teams pour une durée approximative de près de 16 heures de travail et a tenu une réunion en présentiel de deux jours.

COMITÉ DE SUIVI ÉLARGI

Ce comité est composé du RQCALACS, des membres du comité de suivi Empreinte, de même que de représentant·e·s du Secrétariat à la condition féminine, du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, du ministère de la Santé et des Services sociaux, du ministère de la Justice ainsi que du Secrétariat à la jeunesse. Le mandat du comité de suivi élargi est multiple : prendre connaissance des résultats de l'évaluation du programme et de la progression de sa mise en œuvre; agir comme facilitateur pour le déploiement du programme dans les écoles ciblées, notamment en veillant à la cohérence entre les moyens mis de l'avant et la réalité des milieux concernés; apporter son expertise et émettre des suggestions quant à la mise à jour et au déploiement du pro-

gramme; et faciliter le partage d'informations et la création de liens avec les réseaux respectifs de chaque membre du comité. Le comité n'a malheureusement pas eu l'occasion de se rencontrer cette année.

LE PROGRAMME EMPREINTE EN QUELQUES CHIFFRES

Depuis le déploiement du programme Empreinte en 2018-2019, le programme a su rejoindre près de 203 000 élèves à l'échelle de la province. Pas moins de 3 017 membres du personnel scolaire ont reçu la formation et nous estimons que près de 155 000 parents ont reçu les communications les invitant à aller visionner les capsules virtuelles à leur intention.



RAYONNEMENT DU RQCALACS

CAMPAGNE « F1 : TOUR DE PISTE POUR LE SEXISME »

En partenariat avec la Fédération des femmes du Québec (FFQ) et le Réseau d'action pour l'égalité des femmes immigrées et racisées du Québec (RAFIQ), le RQCALACS a mené une campagne visant à dénoncer l'engagement des gouvernements fédéral et provincial à investir plus de 200 millions de dollars sur dix ans dans le Grand Prix Formule 1, dans un contexte d'appauvrissement global des femmes et de définancement des groupes communautaires féministes qui œuvrent contre les violences genrées.

Alors que la corrélation entre la tenue de cet événement et les violences commises envers les femmes est bien réelle, trop peu de mesures concrètes sont mises en place pour les prévenir. Une étude menée par le Conseil des Montréalaises en 2021 sur la sécurité des femmes durant le Grand Prix a documenté une hausse des cas d'agressions sexuelles, d'exploitation sexuelle et de harcèlement sexuel ainsi que du sentiment d'insécurité des femmes dans les rues de Montréal pendant les festivités.



JOURNÉE D'ACTION CONTRE LA VIOLENCE SEXUELLE FAITE AUX FEMMES

Nous avons souligné cette année la 43e édition de la Journée d'action contre la violence sexuelle faite aux femmes, sous le thème « Coude à coude, sans relâche ».

Ce chant de manifestation vient souligner l'importance capitale de la persévérance et de la solidarité dans les luttes féministes d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Comme dans un jardin nécessitant du temps et de l'entretien pour s'épanouir, les fruits de nos avancées sont rarement récoltés dans l'immédiat. Celles qui sont venues avant nous ont semé des idées et nous nous engageons maintenant à les nourrir. C'est pourquoi nous scandons Coude à

coude, sans relâche! Side by side, day by day! Nanitam uauitshitutau ¡En la lucha, codo a codo!

Partout au Québec, les CALACS ont organisé des marches, des expositions et bien d'autres activités afin de se faire l'écho de ce cri de ralliement.

Le RQCALACS a collaboré avec l'artiste et travailleuse sociale nord-côtière Alexandra Tanguay-Verreault dans le cadre de cette campagne, traduite vers l'anglais, l'innu-aimun et l'espagnol.



CAMPAGNE DES 12 JOURS D'ACTION CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, EN PARTENARIAT AVEC FEMMES AUTOCH- TONES DU QUÉBEC

Femmes Autochtones du Québec (FAQ) et le RQCALACS ont mené une campagne intitulée « Nos corps, nos terres » dans le cadre des 12 jours d'action contre les violences faites aux femmes, du 25 novembre au 6 décembre 2024.

Cette campagne a salué la force et la résilience profondes incarnées par les méthodes de guérison holistiques, enracinées dans la réappropriation des corps et des terres. Les femmes autochtones sont surreprésentées parmi les victimes de violences sexuelles et de violences basées sur le genre – une conséquence directe du colonialisme et de politiques racistes qui continuent de marquer la société québécoise et canadienne. La campagne visait à sensibiliser le public à cette réalité et à souligner les luttes menées par les femmes autochtones pour faire reconnaître leurs droits et mettre fin aux violences systémiques.

Conçue et réalisée par le Club Sexu, avec un financement du Secrétariat à la condition féminine, la campagne « Nos corps, nos terres » consistait en une série de publications pour les réseaux sociaux et une courte vidéo mettant à l'avant-plan trois femmes engagées des Premières Nations.

Toujours en collaboration avec FAQ, une conférence de presse a été organisée à Kahnawake le 6 décembre 2024, réunissant nos équipes respectives ainsi que plusieurs partenaires et allié·e·s pour marquer la clôture de la campagne.



DÉLÉGATION DU QUÉBEC À PARIS EN MARS 2025 : REGARDS CROISÉS SUR LES VIOLENCES SEXISTES ET SEXUELLES

La responsable du plaidoyer et de la défense de droits du RQCALACS a joint une délégation québécoise de jeunes professionnelles et militantes engagées dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, du 3 au 9 mars 2025, à Paris. Grâce au soutien financier des Offices jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ), cette mission internationale a permis la mise en commun d'expertises, favorisant le développement et la mise en place des meilleures pratiques de prévention et d'accompagnement des victimes, en s'appuyant sur les expériences menées en France et au Québec.

PRÉSENCE MÉDIATIQUE

Fort de son expertise de 45 ans, le RQCALACS est régulièrement sollicité par différents médias pour réagir sur l'actualité en lien avec les violences à caractère sexuel.

La responsable des communications a accordé cette année plus d'une vingtaine d'entrevues à différents médias québécois, canadiens et européens. Par ses prises de parole et autres sorties publiques, le Regroupement a pu faire rayonner son travail ainsi que celui de ses membres en matière de lutte contre les violences sexuelles.



PARMI LES PRINCIPAUX ENJEUX ABORDÉS :

Les violences sexuelles chez les jeunes et dans les écoles primaires et secondaires

LIRE Radio-Canada. (2024, avril). Le Protecteur national de l'élève soulève des critiques.

LIRE Radio-Canada. (2024, mai). Quelle place pour les violences sexuelles au « grand colloque » du ministre Drainville ?

LIRE Journal de Montréal. (2024, septembre). Agressions à caractère sexuel : plus de jeunes fréquentent les centres d'aide.

LIRE Le Devoir. (2025, février). Qui protège les enfants des violences sexuelles dans les écoles au Québec ?

Grand Prix de la Formule 1 à Montréal

LIRE 24heures. (2024, juin). 17 millions \$ par an pour la F1... mais pas pour protéger les femmes, dénoncent des organismes.

Les violences sexuelles et les Jeux olympiques

LIRE La Presse. (2024, juillet). Une médaille à tout prix.

Le mythe des fausses allégations d'agression sexuelle et les poursuites en diffamation

LIRE La Presse. (2024, juillet). Et surtout, n'en parle à personne.

Les établissements nocturnes et les agressions sexuelles

LIRE L'Actualité. (2024, juin). À Barcelone, « ne nous taisons pas ».



EN CLÔTURE

L'année qui vient de se conclure a permis de s'engager dans les vastes chantiers que sont la mise à jour du programme Empreinte et la révision de positions collectives.

Le Regroupement s'est également fait entendre dans l'espace public par le biais de sorties médiatiques et de campagnes diffusées à large échelle, en plus de fortifier ses liens avec les milieux militants, communautaires et universitaires.

Ces travaux continueront leur progression en 2025-2026.